

**Arrêté portant autorisation de création d'un crématorium  
sur le territoire de la commune de Sainte-Eulalie**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2223-40 et D.2223-99 à D.2223-109 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-24 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

**VU** l'arrêté ministériel du 28 janvier 2010 relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Sainte-Eulalie du 26 mai 2015 ouvrant une procédure de délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium sur le territoire de la commune ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Sainte-Eulalie du 10 juillet 2017 approuvant le principe du recours à une délégation de service public, sous forme d'un contrat de concession, pour la construction et l'exploitation d'un crématorium situé rue de la Commanderie des Templiers, lieu-dit Canté-Laudet, parcelles cadastrées AE n°3, n°4, n°5 et n°6 ;

**VU** la délibération du conseil municipal de Sainte-Eulalie du 16 juillet 2018 approuvant le contrat de concession pour la création, le financement, la construction et l'exploitation d'un crématorium sur la commune de Sainte-Eulalie par la société des crématoriums de France, d'une durée de 25 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2018 portant décision d'examen au cas par cas de ce projet de création d'un crématorium sur la commune de Sainte-Eulalie en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

**VU** la demande d'autorisation de création d'un crématorium sur le territoire de la commune de Sainte-Eulalie formulée par la société des crématoriums de France, délégataire de la commune de Sainte-Eulalie, par un courrier en date du 8 janvier 2019 ;

**VU** la reconduction de cette demande d'autorisation sollicitée par la société des crématoriums de France par un courrier en date du 14 août 2019 ;

**VU** l'ordonnance en date du 21 mai 2019 par laquelle le président du tribunal administratif de Bordeaux a désigné Monsieur Claude Armand, ingénieur hydrogéologue, en qualité de commissaire enquêteur ;

**VU** l'arrêté du maire de la commune de Sainte-Eulalie du 19 juillet 2019 portant organisation d'une enquête publique, du 06 septembre 2019 au 07 octobre 2019 inclus, sur le projet de création d'un crématorium sur la commune de Sainte-Eulalie ;

**VU** le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur, communiqués le 02 janvier 2020 et complétant le dossier à cette date ;

**VU** l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 08 octobre 2020 ;

**CONSIDERANT** l'intérêt général de ce projet compte tenu de l'augmentation de la demande globale de crémations dans le département, du nombre réduit (3) de crématoriums existants en Gironde et de l'allongement des délais de crémation, parfois au-delà des délais légaux, en raison de cette situation ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

### **ARRÊTE**

**Article premier** : La SAS « La Société des Crématoriums de France », dont le siège social est situé 150 Avenue de la Libération à Bailleul (59270), est autorisée à créer un crématorium sur le territoire de la commune de Sainte-Eulalie (33560), et plus précisément rue de la Commanderie des Templiers, lieu-dit Canté-Laudet, parcelles cadastrées AE n°3, n°4, n°5 et n°6.

**Article 2** : Le présent arrêté ne peut valoir autorisation de construire au sens du code de l'urbanisme, la création du crématorium étant soumise aux autorisations requises en matière d'urbanisme.

**Article 3** : La construction et la mise en service du crématorium sont soumises aux prescriptions des articles D.2223-99 à D.2223-109 du Code général des collectivités territoriales.

**Article 4** : En application de l'article L.2223-41 du Code général des collectivités territoriales, l'entreprise gestionnaire du crématorium est soumise à l'habilitation prévue à l'article L.2223-23 du même code. Elle doit donc déposer un dossier auprès de la Préfecture de la Gironde afin d'obtenir l'habilitation lui permettant d'exploiter cet équipement.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde (2 Esplanade Charles de Gaulle – CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex) ;
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur (Ministère de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 Paris) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 Bordeaux Cedex).

**Article 6** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Monsieur le Maire de Sainte-Eulalie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde et la Société des Crématoriums de France.

Bordeaux, le **12 OCT. 2020**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

**Christophe NOEL du PAYRAT**